

Laurent Larcher

RWANDA

ils parlent

TÉMOIGNAGES
POUR L'HISTOIRE

Guillaume Ancel, Alain Juppé,
Bernard Kouchner, le général Lafourcade
l'amiral Lanxade, Florence Parly,
Hubert Védrine

SEUIL

RWANDA ils parlent

SEUIL

Le 6 avril 1994, l'attentat contre l'avion du président Habyarimana marque le début du génocide perpétré contre les Tutsi et le massacre des Hutu de l'opposition. En cent jours, 800 000 personnes sont exterminées.

Vingt-cinq ans après, Laurent Larcher a rencontré ceux qui étaient au Rwanda, des soldats de l'opération Turquoise et des responsables politiques, des hauts fonctionnaires qui décidaient depuis Paris de l'action de la France et de son intervention. Pour les interroger : « Qu'avez-vous vu ? Qu'avez-vous fait ? »

Confronté, notamment, aux témoignages de journalistes et d'humanitaires sur le terrain à l'époque, mais aussi à ceux d'anciens soldats de l'opération Turquoise, qui affirment que l'armée française a organisé des opérations offensives, après le début du génocide, contre le FPR de Kagame, le discours officiel se lézarde.

Ces entretiens sont des documents pour l'histoire. Ils éclairent de façon nouvelle l'implication de la France, son aveuglement, la faillite morale et politique de nos autorités.

Historien de formation, journaliste à *La Croix*, **Laurent Larcher** est reporter de guerre, spécialiste de l'Afrique subsaharienne, et auteur de plusieurs livres, dont *Au nom de la France ? Les non-dits de notre diplomatie* (2018).



9.

Général Éric de Stabenrath,
l'honneur et la cendre

Bistrot du Parc, 67, rue Ballard, Paris
Mercredi 31 octobre

13 heures

Le restaurant est assez bruyant, une nouvelle fois. Je reconnais assez rapidement dans Éric de Stabenrath le profil de l'officier direct et droit, de ceux que je nomme à part moi les « rustiques » et que j'oppose aux « politiques ». Pour moi, le genre « bon camarade », sur le terrain et dans la vie. C'est ma première impression. Du coup, j'ai des scrupules à le mettre en question, à le pousser là où il ne voudrait pas aller. Je sais qu'en puissance je risque de le froisser. Je n'ai jamais aimé ça, froisser quelqu'un. Je sais que ce livre va blesser un bon nombre de ceux qui m'ont reçu, parce que je ne les ai pas protégés d'eux-mêmes. En choisissant de ne pas lisser leurs propos, en ne réécrivant pas sous un jour moins brut et plus acceptable, moins chaotique et plus présentable, nos entretiens. Je suis résolu à poursuivre ce voyage de cette manière. Mes sentiments, mes penchants n'ont rien à voir là-dedans. 800 000 morts. Je ne les oublie pas.

Mais j'ai tort. Éric de Stabenrath commence par justifier Turquoise. Je me dis que c'est normal mais que ça commence mal. Ou, plutôt, il fait ce qu'ont déjà fait le général Lafourcade et l'amiral Lanxade. Il me tend une clé USB sur laquelle il y a la chronologie de sa mission, des photos et des images qu'il a tournées pendant Turquoise. Je suis curieux de consulter ces

documents, je ne peux pas m'empêcher de penser : et s'il m'avait confié des archives confidentielles ? Éric de Stabenrath poursuit sa défense de Turquoise. Mais il le fait avec un ton différent, je crois. Plus en confiance.

« On y va pour arrêter les massacres et favoriser le travail des ONG. Quand on arrive, il n'y a pratiquement pas d'ONG dans le secteur de Gikongoro. J'arrive de Bangui, où je suis tombé sur Nicolas Poincaré pour Goma.

– Que connaissiez-vous du Rwanda quand vous arrivez en juin ?

– Ce que j'en avais vu en avril. Basé à Bouar, en Centrafrique, mon chef de corps m'envoie à Kigali pour l'extraction des Français. Je suis le second du colonel Poncet.

– Ah, vous avez participé à Amaryllis. On peut peut-être commencer par cette première expérience ?

– J'arrive le 9 avril. Je vais y rester trois jours.

– Que voyez-vous à votre arrivée ?

– (*Soupir.*) D'abord, je reste bloqué une journée à l'aéroport. Une évacuation de ressortissants, c'est une opération complexe à organiser. Je suis au sein du PC, je fais le tour des troupes sur l'aéroport, suis l'installation des équipes qui doivent enregistrer les personnes évacuées et organiser les embarquements. Je travaille avec les officiers qui conduisent les opérations. Bref, il y a de quoi s'occuper. Nous attendions des Italiens et il y avait quelques Belges. Et puis je demande à voir une extraction de ressortissants à l'école française... Et... et là, je vois tous les gens un peu massés, de toutes les nationalités, dont l'ambassadeur de Libye, et on évacue tout le monde vers l'aéroport. Au retour, on est arrêtés vraisemblablement... il faut que les véhicules suivent, il y a des véhicules civils, de l'ONU... et là, on commence à voir des femmes tuées...

– Vous les voyez se faire tuer ?

– Non, on ne voit pas les massacres, on voit les résultats des massacres. »

J'ai l'impression qu'il s'est repris. Mais c'est une impression¹. Il poursuit.

« On rentre à l'aéroport, on décharge tout le monde. Dans le lot, il y avait pas mal d'employés qui ne prenaient pas l'avion, qui ne pouvaient pas le prendre. Les avions belges étaient là pour prendre les Belges. À ce moment-là, je vois des soldats, pas des Français, qui sont en train de refouler vers la sortie tout ce petit monde. Dans le lot, très certainement des Tutsi... ah... De l'autre côté, il y avait une grande porte qui avait été ouverte dans le grillage de l'aéroport et des gens avec des yeux comme s'ils étaient sous l'emprise du crack, avec du sang, des matraques, des machettes, étaient rassemblés à l'extérieur... Je suis intervenu et on les [les Tutsi] a embarqués sur Bangui. Le matin, j'avais étudié la chaîne resevac². J'étais tombé sur un bon vieux Belge, soixante-dix-sept ans, avec sa jeune femme, qui devait en avoir dix-neuf, une Tutsi absolument ravissante, et ses employés. Le soir, je croise ces employés qui erraient dans l'aéroport. Ils me disent : "Si nous ne partons pas, on va se faire tuer. – Mais, leur réponds-je, votre patron ne vous a pas laissé les clés de sa voiture ?" Bref, il s'était barré sans s'occuper d'eux. Alors, je les ai fait embarquer dans l'avion et je me suis fait un petit plaisir en les installant en face de leur patron et de sa petite copine. Ils ont échangé des regards intéressants... Bon, on a évacué ceux que l'on pouvait évacuer sur place et dont on savait que, si on les laissait sur place, ils seraient coupés en morceaux. J'ai le souvenir de Laurent Van der Stockt³ qui, une demi-heure après

1. « Je l'affirme, nous n'avons assisté à aucun massacre », m'écrit-il quelques jours après notre rencontre.

2. L'évacuation de ressortissants.

3. Photojournaliste, membre de l'agence Gamma.

être rentré, claquait encore des dents, ils avaient failli se faire couper en morceaux... donc... Voilà, on a ramené les Tutsi qu'on pouvait ramener, ce qui n'a pas plu du tout au consul de France à Bangui, parce que cela l'a obligé à... cela lui a donné du travail. C'est Nicolas Poincaré qui me l'avait dit, donc, je lui avais dit : "S'il en reparle, je te fais une interview là-dessus." Et il s'est tu. »

En évoquant la fin de cette première immersion au Rwanda, le général de Stabenrath lâche : « Mais voilà, ceci étant, ces massacres, on en a bien rendu compte. »

Je note cette dernière remarque. Il y a quelque chose là d'important à dire, à énoncer, à livrer et à entendre.

« Vous aviez compris que c'étaient les Tutsi qui étaient la cible de ces massacres ?

– Oui, oui.

– Comment l'avez-vous compris ?

– En ville, on ne voit que les Tutsi tués.

– Mais qu'est-ce qui vous a permis de comprendre, d'en prendre conscience ?

– D'abord, j'en ai vu. Puis les forces spéciales me l'ont dit, ceux qui font les extractions et autres me rendent compte de ce qu'ils voient. On voit que les massacres prennent de l'ampleur. Ce n'est plus que des militaires qui font des exactions. C'est la population qui se jette, qui se lance dans l'affaire.

– Avec le colonel Poncet, qu'est-ce que vous vous disiez le soir ?

– On faisait le compte rendu des opérations de la journée. Ce qu'il y avait, c'était... on avait une pression extrêmement forte de la communauté internationale qui nous était relayée par Paris pour que ce soit une opération de va-et-vient, pas plus... et autre. Il ne faut pas oublier : la communauté internationale a été longue à se mobiliser. Ce qui me choque le plus quand on voit qu'on a été attaqués de partout, alors qu'on a été les seuls

à avoir fait quelque chose... donc... J'avais sous mes ordres des soldats exemplaires qui se sont même privés de bouffe, car on mourait de faim dans le secteur où j'étais. Maintenant, on est accusés d'avoir violé, ceci, cela, et autre...

– Vous parlez de Turquoise ?

– Oui, c'est après.

– Mais si on revient à Amaryllis. Vous savez qu'il y a des massacres, vous savez qui massacre qui, vous avez la puissance de feu... et pourtant, vous n'intervenez pas pour arrêter ces massacres...

– Non. Mais on n'est pas si nombreux que ça.

– Vous êtes un peu plus de 400 tout de même.

– Ouais, mais c'est pas plus de trois compagnies. Et, surtout, j'ai l'impression que ça commence à massacrer dans tout Kigali. Évidemment, les gens, quand on arrive, ne restent pas... sur tout le trajet, on n'a pas eu de contact avec les massacreurs.

– Vous l'avez fait une fois.

– Oui, une fois.

– J'imagine que vos camarades, qui le faisaient régulièrement, ont vu les barrages, les massacres, les massacreurs...

– Les Français ne sont pas arrêtés aux barrages. Je n'en ai pas vu. J'en ai vu à Gikongoro, le temps que je les fasse aussitôt enlever.

– Vous rendez compte ? Qu'est-ce que vous dites à vos supérieurs ?

– Tous les jours, il y a le compte rendu journalier...

– Mais qu'est-ce que vous dites à vos supérieurs ?

– Je ne veux pas que ce soit enregistré. »

Il me le dit hors micro. Il me demande de ne pas en faire état pour le moment. Je reprends :

« Quand vous rendez compte, dites-vous que ce sont les Tutsi qui se font massacrer par les Hutu ? Je ne dis pas. C'est ce qui est

écrit dans un compte rendu journalier qui est envoyé vers Paris. Je pense, la veille de notre départ. Il est écrit dans ce CR : "Nous allons au-devant de massacres sans précédent au Rwanda."

– Peut-être pas aussi explicitement que ça. Ça, on le verra plutôt à la fin, en partant. C'est plutôt des Tutsi qui sont à l'aéroport qui nous disent : "Si on sort, on va nous tuer."

– Pourquoi ne dites-vous pas explicitement dans vos comptes rendus : les Tutsi se font massacrer par les Hutu ?

– Nous avons, j'en suis certain, bien identifié que les Tutsi étaient la cible des exactions et des meurtres qui se déroulaient en ville, et que cela doit figurer dans nos comptes-rendus. Si j'interviens dans le cas des types qui sont refoulés, c'est que je sais très bien qu'il y a des Tutsi parmi eux et qu'ils vont se faire tuer.

– Vous le dites, mais ça n'a rien changé.

– Non, ça n'a rien changé.

– Qu'avez-vous fait, ensuite ?

– Je suis rentré en Centrafrique avec un goût de cendre dans l'estomac. »

Après l'évocation d'Amaryllis, nous replongeons dans Turquoise. Le général me parle de ses relations avec le FPR. Il me raconte une action de guerre où il s'est opposé à ce dernier, le 17 juillet. Incroyable ! Dans la zone qu'il contrôlait, une colonne a essayé de s'infiltrer. Il a ouvert un feu nourri, elle s'est fait étriller, m'explique-t-il. Bilan ? Dix-sept morts côté FPR, aucune perte pour les Français. Après cet accrochage, il n'a plus cherché à pénétrer dans le secteur. Le lendemain, Éric de Stabenrath a survolé en hélicoptère la zone de combat et celle tenue par le FPR. Il y a vu une colonne de civils, allongés à terre, des cadavres de personnes tuées récemment. Il est convaincu que c'étaient des réfugiés hutu, qui se rendaient dans la ZHS et qui ont été exterminés par les hommes de Kagame. Il n'a pas

hésité à rencontrer les chefs du FPR, à leur montrer qu'il ne cherchait pas l'affrontement. Est-ce que ce rapprochement était compris pas ses supérieurs ? « Oui, il n'y a eu aucun frein de Turquoise. À l'initiative de mon chef de corps et avec l'appui du commandement de Turquoise, ont été organisés deux meetings (Kibuye en premier, puis Gikongoro en second), où nous avons fait venir des représentants du nouveau pouvoir à Kigali, pour qu'ils s'adressent à la population, afin de les rassurer sur l'après-Turquoise », dit-il.

Il me confie aussi avoir connu Paul Kagame aux États-Unis. Ils ont suivi la même formation de l'armée américaine. Il se souvient qu'à l'époque Kagame se présentait comme un ougandais et qu'ils étaient bons camarades. Pendant Turquoise, il lui a fait parvenir des messages et il en a reçu de lui. Les liens entre les deux hommes ont contribué à calmer les tensions entre les deux camps dans le secteur de Gikongoro. Éric de Stabenrath balaie d'un revers de la main les accusations de viols et d'assassinats de Tutsi. Les accusation d'actes criminels que ses hommes auraient commis à Murambi sont infondées, affirme-t-il. Comme les prisonniers jetés d'un hélicoptère. Certes, je ne m'attendais pas à ce qu'il me dise le contraire. « N'oubliez pas que nous étions environnés par de très nombreux journalistes qui nous accompagnaient sur le terrain. Ils étaient souvent présents au sein de nos PC, sans parler de nombre d'organisations internationales qui étaient des témoins au jour le jour et dont nous ne pilotions les activités et mouvements en aucune mesure. Au contraire, ils avaient accès à tout sans restriction aucune. » Il me parle aussi de désarmement, de stabilisation des déplacés, d'aide humanitaire. Je reviens sur Murambi.

« Cela ne vous étonne pas que l'on ait pu construire un terrain de volley sur l'un des charniers de Murambi ?

– Qu'il y ait des soldats qui jouent, quelque part... mais personne ne leur a dit que c'était un charnier, d'une part. Et je ne

suis pas certain que cela soit à cet endroit. Le rapport Mucyo raconte n'importe quoi. Mais comme les gens ont envie d'y croire... il faut lire les blogs de certains. Même les critiques qu'ils ont faites à Mitterrand. Pourtant, il n'était pas l'une de mes références. Maintenant, le processus qui a été enclenché au Rwanda pour ramener la paix ne lui a pas été reproché. Ce qui a fait échouer ce processus, c'est que l'avion d'Habyarimana a été abattu, le déclencheur de toute cette affaire. Ce qui est étonnant, c'est de voir toute la chronologie. Avant que l'avion ne soit abattu, il y a plein de troupes qui se massent à la frontière du Rwanda à partir de l'Ouganda, en avance de phase. Il y a même des éléments de reconnaissance qui sont bloqués... C'est assez surprenant. Cela me rappelle les deux bombardements du marché de Markale⁴, à Sarajevo. Les tirs venaient-ils des Bosniaques ou des Serbes ?

– Vos camarades de l'époque parlaient entre eux de tirs bosniaques.

– Ils avaient tort. Ce n'est pas parce que les Serbes avaient été nos alliés en 1914-1918 contre les Allemands que nous devons continuer à l'être pendant la guerre de l'ex-Yougoslavie. En plus, il se trouve que c'est moi qui ai donné l'ordre d'ouvrir le feu sur les positions serbes. Le gars qui avait fait l'expertise des obus tombés sur Markale avait trouvé qu'ils étaient de fabrication serbe récente. Les Serbes n'avaient pas cherché à bombarder intentionnellement les civils du marché de Markale, mais ils avaient riposté vigoureusement à des tirs bosniaques. C'est quelques fois aussi simple que ça. »

4. Le 5 février 1994, des tirs d'obus tombent sur le marché de Markale, tuant 68 personnes et en blessant 144. Le second bombardement a eu lieu le 28 août 1995, tuant 36 civils et en blessant 90. La provenance des tirs a fait l'objet de débat : les Serbes ou les Bosniaques ? Attribuée aux Serbes, la deuxième attaque provoqua une réaction de l'Otan contre les forces serbes, l'opération Deliberate Force.

Je ne poursuis pas sur Sarajevo. Mais j'entends bien ce qu'il me dit, ce qu'ils me disent tous, ces soldats de métier. L'expérience de l'ex-Yougoslavie, de Sarajevo, a joué dans le ressenti des Français au Rwanda.

« Vous ne croyez pas que ça a joué au Rwanda, le sentiment d'avoir été floué à Sarajevo ?

– Non.

– Pourtant, c'est le sentiment de l'amiral Lanxade.

– Évitez les schémas des officiers rentrant d'Indochine et de l'Algérie... Le parallèle avec ceux qui ont fait l'Indo' et qui font ensuite l'Algérie est un peu artificiel, non ? Maintenant, on apprend de toutes ses missions, Beyrouth m'a certainement servi à Sarajevo, et Sarajevo était proche de Turquoise, chronologiquement et de par sa part d'inhumanité absolue.

– Chez Tausin, on n'en est pas loin quand même...

– Joker !

– Pourquoi ? Vous l'avez croisé ?

– Oui, oui... »

Il ne m'en dit pas plus. Je reviens sur Lanxade et la Bosnie. Le général Stabenrath rebondit sur Turquoise, une mission « pour nous exemplaire » malgré toutes les « conneries » qui sont dites à son propos, comme il a pu le constater dans le film *Opération Turquoise*, de Canal +. C'est pourquoi il est en colère contre Guillaume Ancel, dont il n'a pas lu le livre, me concède-t-il.

« Que lui reprochez-vous ?

– Ce que j'ai pu consulter, c'est n'importe quoi. Il fait partie de ces officiers, et il y en avait au Rwanda, qui n'avaient jamais participé à une opération militaire. Ils en font l'opération de leur vie... ils en font une espèce de montage, mais alors... Donner des armes aux Rwandais au moment où on y va, mais c'est inenvisageable. C'est n'importe quoi. Avant,

qu'il ait pu y avoir des livraisons... je n'en ai pas la moindre preuve. Mais on peut fantasmer à l'envi sur ce genre de truc, ce n'est pas possible. Ancel est en zone arrière, quand il en parle... vous verrez dans ce film, pourquoi nous aurions été leur donner des armes alors que j'ai fait désarmer une brigade [d'Interahamwe] plus tôt ? Quand ce commandant de brigade vient me voir, je lui dis : "Vous ne pouvez pas traverser la zone", cela aurait donné un prétexte au FPR de rentrer les poursuivre. "Et en plus vous êtes foutus..." Il me disait : "En plus on n'a pas de munitions." Sauf qu'au vu de ce qu'on a ramassé il leur restait de quoi faire un bon baroud d'honneur. "Vous êtes morts, lui ai-je dit, donc laissez tomber. – Mais si je fais ça, je vais être accusé de trahison par les supérieurs. – Envoie-nous tes supérieurs. » Un jour, à Kibuye, une gazelle des FAR a atterri. Il y avait là, je crois, le ministre de la Défense, des officiels. Je leur ai dit des mots dont la tonalité était du type : "Soldats, rendez-vous, votre combat est terminé..." et on s'est mis d'accord pour les désarmer avant qu'ils passent dans notre zone. Et, le lendemain, on a vu la brigade qui se présentait et une compagnie de guerriers qui s'était dissimulée sur une colline pour échapper au désarmement et avait caché ses armes dans une bananeraie. Elle a été détectée, cernée, les armes, retrouvées et saisies. C'était bien d'avoir des Sénégalais avec nous qui ont flairé les armes cachées comme une mitrailleuse de 14,5. On voyait aussi le garde forestier du grand est du Rwanda qui nous réclamait un papier, un bon de dépôt, pour nous laisser son fusil. Après, on est accusés d'avoir donné des armes, de réarmer... faut voir ce qu'on a jeté dans le lac Kivu et les monceaux d'armes qui ont été à Goma pour y être détruites. Ce qui restait a été mis en compte aux hommes de l'ONU qui nous ont succédé. »

Il est visiblement indigné par cette accusation de livraisons d'armes. Mais une indignation n'est pas une preuve, une explication suffisante pour annihiler la question des livraisons d'armes. Il ajoute : « On arrivait devant des marées humaines. Quand on leur parlait, sur une estrade, on était au-dessus de Dieu pour eux, car Dieu était parti... Je me souviens d'une visite d'évaluation de l'ONU conduite par lord Plumb et Bernard Stasi.

– Quand vous arrivez pour Turquoise, jusqu'au 1^{er} juillet, vous y allez juste pour arrêter des massacres ?

– Juste pour arrêter les massacres et soutenir les ONG.

– Est-ce qu'entre le 29 et 30 juin vous entendez dire que l'on envoie des militaires dans la forêt de Nyungwe pour stopper une avancée du FPR ?

– Non, mais je sais que les forces spéciales y sont allées. Ils ont même emmené l'un d'eux qui a été blessé.

– On est à quel moment ?

– C'est quand les forces spéciales montent à Gikongoro, un peu avant l'arrivée du ministre⁵, ils vont vers Butare.

– Le ministre arrive le 29 juin.

– Oui, c'est ça. Ces hommes sont en train de monter vers Butare : vous avez Bukavu, la forêt de Nyungwe, Gikongoro et Butare...

– Vos renseignements vous disent : le FPR marche sur Butare donc il faut l'en empêcher ?

– Non, ce n'est pas mon axe, ce n'est pas du tout ça... mais... mais... je... je... je ne sais pas quels sont les ordres qu'ils avaient... C'est ça, les vraies questions ! »

Le numéro 2 du colonel Sartre ne savait pas ce que ces hommes faisaient entre Bukavu et Butare quand il était sur place. Et vingt-cinq ans après, il l'ignore toujours. « C'est ça,

5. François Léotard visite l'opération Turquoise le 29 juin.

les vraies questions ! » Je reste pantois. Qui pourrait me donner les vraies réponses ? Lafourcade, Lanxade ? Je pense plutôt à Rosier, le chef du COS. Mais Rosier ne parle pas, plus. Son camarade Hogard ne fera pas le lien entre lui et moi. « C'est ça, les vraies questions ! » Je tente toutefois d'en savoir plus. Je dis :

« Vous savez qu'ils vont à Butare quand même ?

– Je sais qu'il y a des gens dans cette zone.

– Et ils n'y vont pas pour pêcher à la ligne ?

– Non...

– Ce n'était pas pour de l'exfiltration, pour sauver deux religieuses !

– Là, c'est Kibuye, là, on a sauvé deux religieuses...

– Oui, bien sûr, mais là, je parle de la forêt de Nyungwe.

– Enfin, dans la forêt de Nyungwe, il n'y a rien qui se passe.

S'il y a une avance monstrueuse en face, monter un bouchon à Nyungwe, ce n'est pas choquant.

– Ancel a peut-être mal interprété ce à quoi il a assisté, ces 30 juin et 1^{er} juillet ?

– Ancel ne connaît rien à cette affaire, il n'y est pas à ce moment-là.

– À ce moment-là, on lui demande d'intervenir au profit du 2^e REI avec lequel il est parti au Rwanda ?

– Oui, mais le 2^e REI ne dépend pas de Rosier. Ancel raconte une histoire qui ne s'est pas passée. »

Je lui soumets des objections, je glisse peu à peu sur le terrain des principes, du jugement moral. Il me semble surpris d'être interrogé sur ce plan-là. Je le trouve moins libre, moins indépendant qu'il m'avait semblé au début de notre rencontre. Est-ce parce que je nous enregistre ? C'est possible. Voilà l'échange, un peu musclé. Je l'interroge sur le soutien aux FAR que l'on prête à Turquoise. Il me répond :

« On n'a pas le moindre ordre de soutien aux FAR... on a un lien avec Noroît, et cetera. Effectivement. Mais on soutient un processus de paix, pas autre chose.

– On a quand même été les amis de ceux qui ont commis le génocide.

– On a été amis d'un gouvernement qui, une fois détruit, a produit des génocidaires.

– Amis d'un gouvernement dont l'idéologie était raciste, était...

– Mais sans doute pas génocidaire.

– Compte tenu de l'histoire de ce pays depuis 1959, on ne peut pas...

– Bah oui, mais il se trouvait que les massacres, il n'y en avait plus depuis un certain temps...

– Enfin même entre 1970 et 1994, il s'est quand même passé pas mal de trucs...

– Oui, mais enfin, 1970... il y a eu...

– Bon, même s'il n'y a pas eu de massacre pendant cette période, n'empêche, être tutsi sous Habyarimana, ce n'était pas une sinécure.

– Oui, mais aujourd'hui être hutu sous Kagame, ça ne l'est pas forcément non plus...

– Oui, mais le politique, en 1994, ne sait pas ce qui va se passer. En revanche, il sait ce qui s'est passé et ce qui est en train de se passer...

– Non, mais l'histoire du Rwanda est ponctuée de massacres...

– De Tutsi par les Hutu depuis 1958.

– Oui...

– Et on soutient quand même ce régime ?

– Bah oui, mais c'est... les Tutsi, c'était l'aristocratie qui...

– Et alors ?

– Bah oui, mais... euh...

– Ce n'est quand même pas vous qui allez me dire le contraire ?

– Et alors... non mais et alors... non mais... c'est pour ça que Mélenchon va soutenir toute la Révolution française... et qu'il est un grand admirateur de Robespierre.

– Mais vous, vous, vous ne pouvez pas me dire que vous adhérez à ça ?

– Mmmh...

– Vous ne pouvez pas me dire ça ?

– Non... mais... euhhhh...

– Mais vous le dites quand même ?

– Comment ?

– Vous le dites quand même ?

– Non mais parce que ça...

– On ne va pas reprocher à un Tutsi d'être un aristocrate ? »

Je le sens déstabilisé. J'ai l'impression qu'il ne s'est jamais posé la question sous cet angle. Et pourtant, il revendique son histoire familiale pour éclairer et expliquer ses choix et ses engagements. Il n'a pas hésité à me parler de ses ancêtres guillotines, à me montrer ce qu'il est et ce qu'il assume être tranquillement, un aristocrate français. Et, personnellement, cela ne me pose aucun problème. Je continue sur cette voie-là tout en pensant que la majorité des Tutsi qui ont souffert des pogroms étaient des gens modestes. Qu'il y avait aussi des pauvres et même de très pauvres parmi eux : ils n'ont pas été épargnés pour autant. Mais je ne le dis pas. Je préfère écouter la gêne de Stabenrath : elle nous apprend quelque chose de son aveuglement, je crois.

J'insiste, cruel :

« Pardonnez-moi ?

– Non, on est bien d'accord, mais c'est comme ça que les choses étaient perçues.

– Oui, mais vous, qu'est-ce que vous en pensez ?

– Bah moi... mmhh...

– Vous n'allez pas me dire que vous épousez l'idée selon laquelle ces « salauds d'aristocrates », tant pis pour eux ?

– Non, certainement pas... mais... en plus, ces « connards », c'est eux qui ont fait la Révolution en France pour la plupart...

– D'accord.

– J'ai un aïeul qui était à la Constituante... il a ensuite été guillotiné.

– D'accord, on sait qui a aboli les privilèges.

– Les privilèges, c'est maintenant qu'il faudrait le faire en France.

– Quoi donc ?

– D'abolir les privilèges

– Je ne sais pas mais en tout cas...

– Maintenant, ce n'est plus l'aristocratie, c'est l'énarchie... »

Il prend un autre chemin, il s'égare, il m'égare. Mélenchon, Robespierre, la nuit du 4 août 1789, l'énarchie... c'est une fuite, une feinte sur autre chose. Je ne réponds pas, je laisse filer les parades. Cela me rappelle l'escrime que j'ai pratiquée et adorée. Une escrime dans une vieille salle, la plus vieille de Paris, sans électrique. Le tireur touché l'annonçait en levant sa main gantée. J'étais assez rapide, à l'époque. Pendant cet échange, j'ai vraiment l'impression d'être dans la salle rue Gît-le-Cœur. Je le lui dis.

« Pour revenir au Rwanda, à l'évidence, la lecture politique...

– Vous voulez un café, messieurs... »

Ah zut, nous voilà encore interrompus. C'est compliqué, les rendez-vous dans les restaurants et les cafés de Paris et d'ailleurs sont piégés. Je poursuis :

« L'analyse des autorités politiques et militaires de l'époque repose sur une vision erronée de la situation.

– Euh... pff... erronée ?

– Le gouvernement Habyarimana est raciste.

- Comment ?
- Ce gouvernement est violent, raciste...
- Non, mais tous les Africains sont racistes !
- Êtes-vous sûr ?
- Il suffit d'aller en Côte d'Ivoire, vous allez voir la cristallisation des positions ethniques.
- Est-ce que pour autant...
- Et en Centrafrique, entre Seleka et tout le reste. Nous, on hurle au racisme chez nous mais très franchement, dans un ensemble de pays, le racisme y est beaucoup plus radical qu'en France.
- D'accord. »

Je ne cherche pas à discuter ce point de peur de nous éloigner du sujet. Alors, il continue :

« Les Français... il suffit de voir les soldats : ils sont curieux, ils aiment voir les gens, un peu trop même... »

- Mais, mon général, revenons au régime d'Habyarimana.
- Encore une fois, pour moi, c'était une zone de l'Afrique complètement inconnue. Et puis ce n'était pas une ancienne colonie française... Après, c'est vrai que la France s'est impliquée au Rwanda avec François Mitterrand...
- Et il semble...
- Et son fils...
- Oui.
- Il semble que le fait que Kagame ait été formé par les Américains...
- Oui, mais il était surtout ougandais... Le patron du renseignement ougandais. Et moi, quand je le rencontre, il est ougandais.
- Pardonnez-moi, mais n'est-il pas dans la situation des émigrés de la Révolution française ?

- Oui, mais lui n'a pas fait la connerie de débarquer à Quiberon !
- Mais lui a réussi son coup ! Comparaison n'est pas raison, mais il y a quelque chose de ça aussi, non ? Ce que je veux dire, c'est que vous intervenez pour empêcher ces émigrés de reprendre le pouvoir. Imaginez, en 1793, une puissance africaine s'opposant militairement à l'offensive des émigrés.
- La Révolution française est la meilleure affaire des Anglais.
- Peut-être, mais la comparaison, pour vous, doit avoir une résonance ?
- Entre 1990 et 1994, il y a un processus international, les accords d'Arusha. Il n'y a pas que la France, Arusha, c'est un accord international...
- Oui, mais c'est la France qui est aux manettes.
- Ces accords d'Arusha, à la limite, c'est ce qui a fait tout exploser : ils ont mis le loup dans la bergerie.
- Le loup ? Le FPR !
- Oui. »

On nous apporte des cafés... Le temps pour le général Stabenrath de sortir de cette problématique « aristocratique », qu'il avait lui-même lancée, pour évoquer d'autres raisons plus circonstanciées pour expliquer ce génocide : le rapport entre éleveurs et agriculteurs, prendre les biens de son voisin, ses vaches, ses tôles, ses terres... On parle de la Côte d'Ivoire, où il a servi à plusieurs reprises. Au passage, il me parle du coup d'État de 1999 et du rôle opportuniste d'Alassane Ouattara, qui a bien failli prendre le pouvoir. Je connais Ouattara, du coup, je suis tenté d'en savoir plus. Il me donne des détails que j'ignorais. Notre déjeuner est sur le point de s'achever. Ce qu'il m'a dit sur la Côte d'Ivoire, sur la présence et le rôle des forces françaises (Licorne) me renvoie à Amaryllis. Je décide de revenir sur cette opération, sur ce qu'il m'a dit

hors micro et que je n'ai pas enregistré comme il me l'avait demandé. Je veux revenir sur son « on en a rendu compte » à la hiérarchie.

« 440 soldats, ce n'était pas suffisant pour arrêter les massacres ?

– Attendez, on est dans une capitale africaine. Non, ce n'est pas assez. Maintenant, il est vrai que j'ai bien dit : donnez-moi trois compagnies et je remets la Côte d'Ivoire au carré. »

Je vois bien que l'histoire de ces massacres d'avril 1994 pose question à son sens de l'honneur et à sa vocation de soldat. Il me confie, à nouveau, mais cette fois micro ouvert :

« Un des derniers comptes rendus journaliers se termine par ces mots : "Nous allons devant des massacres sans précédent."

– Vous dites ça et puis c'est tout !

– Faire autre chose, c'était nier. La communauté internationale ne voulait que des va-et-vient pour évacuer ses ressortissants...

– Et vous dites à Poncet, mais il faut...

– On en discute comme ça... mais, de toute façon, les ordres sont les ordres, c'était clair. Vous n'allez pas écrire qu'on avait l'ordre de ne pas faire monter les Noirs dans nos avions !

– Pourquoi ?

– Je n'en ai pas la trace. Mais je l'ai vu deux fois, cet ordre... c'est pour ça, je vous dis, le goût de cendre, c'est quand même : on sauve les Blancs, on laisse les Noirs se faire massacrer entre eux ! »

Et il s'emporte, blessé :

« De toute façon, on n'en a rien à foutre, ce n'est que des nègres. Combien d'affaires comme ça... Quand on va au Congo⁶,

6. Opération Artémis du 6 juin au 6 septembre 2003, en Ituri, dans l'est de la RDC. La France est la nation cadre de cette mission portée par l'Union européenne. Éric

on en est à 25 000 morts, tout de même ! Et tout le monde s'en fout... Si on y va, c'est parce que Kofi Annan appelle son camarade Jacques [Chirac] pour lui dire : "Jacques, j'ai une unité de Paraguayens qui va avoir des problèmes." Donc, on y va... 25 000 morts, personne n'en a rien à foutre... À ceux qui disent : c'est normal en Afrique, et qui sont en colère quand un gamin se fait tuer ici, je leur dis : viens voir un enfant se faire massacrer en Afrique et tu me diras si c'est moins horrible qu'un gamin tué dans un stade de football. »

Il ne joue pas, il est sincère, il est à nu. Il a vu cet enfant se faire tuer en Afrique. Et il n'oublie pas. Et il le pleure comme on pleure un enfant en France, à Paris, dans sa Normandie. Je sais qu'« on n'en a rien à foutre » des Africains qui meurent. Mais, lui, il n'en a plus rien à foutre. Il n'en a pas rien à foutre. Et il est comme nous, il ne sera jamais plus tranquille, en France, jamais plus tranquille. Nous sommes tous des enfants de Fernando Pessoa. Et c'est très bien. Pour moi, c'est ça, être un homme. C'est accepter de vivre dans l'intranquillité. J'ai envie de lui dire tout ça, à ce moment, à cet instant. On va se quitter. Alors, je vais au plus vite, au plus important.

« Ce que vous avez dit, "pas de Noirs", Nicolas Poincaré et un militaire d'Amayllis m'en ont parlé pour l'avoir constaté.

– Oui, mais on en a pris quand même.

– Ce "pas de Noirs", c'était l'esprit de la mission, ce n'était pas...

– Non, non, non, c'était très clair.

– On vous a dit : "Pas de Noirs dans les avions" ? »

Signe de tête affirmatif...

de Stabenrath est le chef d'état-major de cette opération dont le PC était à Entebbe. « C'est là que je rencontre l'ancien adjoint de Kagame, qui était devenu le patron des services secrets ougandais. »

« Mais je vais l'écrire.

.. – Ah oui, mais c'est Nicolas Poincaré qui vous l'a dit. »

Je ne réponds pas. Je suis aussi triste que lui, je crois. Je ressens ce goût de cendre dans l'estomac. Je vais penser à cet échange pendant des jours. Ce goût de cendre ne me quitte pas. Je l'avais déjà avant. Mais c'est une autre histoire. Il suffit d'ouvrir les yeux. Le goût de cendre ne peut nous quitter. Et c'est très bien ainsi, tant que les hommes souffrent, tant qu'une partie d'entre nous est écrasée, niée, annihilée. C'est très bien comme ça.

Le film de Stabenrath

Une fois chez moi, je consulte la clé USB, les images filmées par Éric de Stabenrath. Elles racontent son arrivée, son installation, ses missions : désarmement, distribution de nourriture, discours aux déplacés, vie quotidienne au camp. Les images montrent des soldats jeunes, bien dans leur peau, dans leur mission, dans leurs unités, bien d'être là. Ils travaillent avec les autorités administratives de la région, des cadres hutu... Ils ne semblent pas s'interroger sur la qualité de ces cadres : la probabilité qu'ils soient des génocidaires est grande pourtant.

Ces images montrent comment cet officier voyait sa mission, comment il veut que nous la voyions, comment je dois la voir. Dans une séquence, je reconnais Vincent Hugué, il interroge des déplacés, il prend des notes sur un cahier. Il a un côté juvénile. Nous étions des gamins.

Je découvre une visite de Jean d'Ormesson aux soldats. Il soutient l'armée française parce que c'est l'armée française. Il est là comme une vedette, pour entretenir le moral des troupes, pour dire : « J'ai de l'admiration pour ce que vous

faites. Et je crois que, à quelques rares exceptions près, mais il est toujours très bon d'avoir des adversaires, je crois que tout le monde en France reconnaît ce que vous faites ici. Et en tout cas, si modestement, je peux contribuer à faire savoir en France ce que vous avez fait ici, je le ferai de grand cœur. » C'est un peu ridicule, un peu téléphoné. On est sûr que Jean d'Ormesson ne va pas poser des questions qui dérangent, de citoyen à citoyens, d'Athénien à Athéniens, de démocrate à démocrates. Pourtant, ces soldats travaillent au côté de l'administration rwandaise. Et l'administration rwandaise s'est mise en ordre de marche pour exterminer ceux que ces soldats sont venus sauver, non ? Le problème n'est pas mince. Mais Jean d'Ormesson n'en sait rien. Est-ce qu'il veut savoir ? Pour cela, il aurait fallu prendre de la distance, faire un pas de côté, accepter de ne pas être l'invité d'honneur. Mais ces images montrent qu'il ne veut pas savoir, qu'il n'est pas là pour ça. Elles montrent qu'il est ravi d'être là, qu'il est enchanté d'exprimer son soutien, sa chaleur, son amitié, son admiration. C'est son devoir, car tout ça, la mission, les soldats, l'armée, les uniformes, les armes, l'Afrique... c'est du sérieux, c'est grave. Et puis, nous sommes entre Français, tout de même. Oui, c'est vrai. Mais c'est aussi un piège à éviter, un obstacle à franchir. Il me fait penser à ces élus des commissions défense de l'Assemblée nationale, du Sénat, à ces politiques qui vont rencontrer les troupes en opex. J'en ai vu défiler, en particulier dans le Sahel, depuis 2013 : Serval, Barkhane... l'armée française sait recevoir ses invités. Et ses invités affichent tous le même sourire, la même expression, la même connivence. L'esprit de corps ! Ce n'est pas Athènes, c'est Sparte. Et encore. Une Sparte petite-bourgeoise, une Sparte à la Flaubert⁷.

7. Je n'ai vraiment rien contre Jean d'Ormesson. Au contraire, même. Je me rappelle qu'il avait répondu avec enthousiasme à l'invitation que nous lui avions faite, avec

Le film que je vois a le style des films de vacances, avec son côté : « On y était, c'était sympa, parfois rustique, toujours ensemble, proches des indigènes. » Les soldats filmés sont sympas, c'est vrai. De bons Français qui ne font pas de chichis, qui se débrouillent, qui affrontent. Des Français qui savent parler aux pauvres Noirs, à leurs chefs. Il y a cette scène où le cameraman filme et interroge un rescapé tutsi qui aide les Français. Il doit raconter son histoire face caméra. Allez, raconte-nous ce que tu as vécu pendant le génocide et ton sauvetage, allez, c'est pour chez nous, c'est pour dire : vous voyez, Turquoise, ce n'était pas de la blague. J'y étais, je peux vous dire...

C'est l'histoire que l'on est venus chercher et raconter. Je me fais cette remarque : le cameraman n'interroge jamais les fonctionnaires hutu avec lesquels l'armée française travaille dans ce secteur, il n'interroge jamais les déplacés hutu – il n'y a que des Hutu visiblement sur les lieux du tournage – sur ce qu'ils ont vu, fait, vécu pendant le génocide. Non, ce n'est pas l'histoire que l'on est venus chercher ici, visiblement.

Ces images à l'arrière-goût de film de vacances racontent ainsi des histoires qui échappent au réalisateur. Les images sont comme les mots, elles se soustraient parfois à la volonté et à la raison de l'auteur. Et c'est ainsi que je découvre cette séquence. Elle va me dire une chose importante, la plus importante pour ce livre, sur Turquoise, sur ce qu'on peut penser de Turquoise, sur ce qu'elle a été. Elle montre un briefing de fin de journée, le point de situation du poste de commandement de ce détachement, où siège Stabenrath. On voit un officier faire le point humanitaire, sécuritaire, devant une carte détaillée de la région.

monseigneur Stenger, d'écrire un appel en faveur des chrétiens d'Orient, en 2007 : un appel que nous avons lancé de Saint-Eustache, à Paris, en janvier 2008, un appel qui avait marqué les esprits, qui avait été le premier acte d'une opération qui nous conduit de l'Irak à l'Élysée pour y défendre le sort, ignoré à l'époque, des chrétiens d'Orient.

Avec sa règle, il indique les accrochages entre les FAR et le FPR, les secteurs où les FAR sont sur le point de décrocher, où les déserteurs commettent des exactions. On voit distinctement la ligne qui sépare les deux armées, une ligne rouge. C'est le front. Il tient toujours, dit l'officier mais, déjà, des FAR prennent le maquis, anticipant sa rupture. Que voit-on aussi, sur cette carte, sur cette zone de guerre ? Qu'est-ce qui me saute aux yeux ? La position des Français ! Où sont-ils, les Français, les soldats français de Turquoise ? Où sont-ils déployés, répartis ? Derrière les FAR. Ce que cette séquence dévoile, c'est la matérialité de Turquoise, sa texture, sa chair, sa composition. Ce n'est plus une idée, une représentation, des soldats en jeep. La carte révèle comme aucune photo, aucun film, aucune archive n'ont montré aussi bien : les soldats français sont installés, circulent, opèrent derrière les FAR. Et ils tiennent même des positions sur la ligne de front. Le film de Stabenrath l'a illustré à plusieurs reprises : des soldats français face à des soldats du FPR, comme sur un poste-frontière. On se regarde, on se parle un peu, on se jauge. Chacun tient la ligne, le terrain, son terrain. Mais, surtout, ces images du briefing prouvent que le déploiement des Français n'a pas les mêmes effets pour le FPR et pour les FAR. Elles manifestent une vérité de situation : ce déploiement, de facto, profite aux FAR. Les Français tiennent, en réalité, leurs arrières. De fait, ils leur apportent une forme de soutien, de garantie, d'assurance. De fait, les FAR ne sont pas seuls, ils ont dans leur camp des Français, beaucoup de Français. Qu'est-ce que cela pouvait bien dire, bien produire dans l'esprit des FAR, des soldats, de leurs cadres ? Cela ne pouvait que les reconforter, les rassurer, les fortifier. Avoir des amis armés derrière soi, des soldats alliés qui tiennent l'arrière, qui assurent la sécurité de l'arrière, ce n'est pas rien. Ces images ne disent pas que la France a combattu le FPR et qu'elle a appuyé tactiquement les FAR ; mais elles montrent que le déploiement de Turquoise s'est déroulé dans un camp,

un seul camp, celui des FAR. Et que, de fait, ce déploiement a plus profité aux FAR qu'au FPR. Les armes des Français sont tournées vers une seule direction, celle du FPR. On mesure, là, combien la neutralité de Turquoise est problématique, combien elle est ambiguë, combien elle est discutable. Si Turquoise a été neutre *de jure*, elle ne l'a pas été *de facto*.

10.

Ancel, une explication

Le Patio, place de la Sorbonne, Paris
Mercredi 7 novembre

Guillaume Ancel m'a proposé de nous revoir. Nous nous sommes donné rendez-vous à 18 h 30 place de la Sorbonne. Je le retrouve bien volontiers dans ce quartier qui m'est si familier. Il boit un Perrier, je commande un verre de chardonnay. Je comprends vite qu'il veut me parler de deux points qui le tracassent. Mais, avant d'en arriver là, je lui propose de revenir sur des aspects de son témoignage que j'ai, jusqu'alors, peu privilégiés. Le premier touche à la livraison d'armes. Il accepte de m'expliquer ce qu'il a vu et ce qu'il a compris.

Les armes

« On est dans la deuxième quinzaine de juillet. Je rentre sur la base de Cyanguu, le PC du détachement de la Légion étrangère, d'une mission de rescapés qui n'a pas marché. Le lieutenant-colonel Laporte, le second de Hogard, m'attrape : "Ancel, il y a des journalistes sur la base. On a un problème. On a un convoi d'armes pour le Zaïre, il faut que vous les occupiez le temps que le convoi parte." Et il me propulse devant une vingtaine de journalistes. Je raconte mes salades sur les extractions de rescapés... et cetera. Et je vois passer un convoi de conteneurs maritimes derrière eux. Les journalistes discutent avec moi, ils me demandent si on désarme bien les miliciens et les FAR,